



6.1 – Police municipale

## ARRÊTÉ n° 2025/802

### Portant réglementation temporaire de la circulation

Le Maire de la Ville de Gien,

*Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-4,*

*Vu le code de la route,*

*Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),*

*Vu la demande en date du 1<sup>er</sup> août 2025, de la société Orange, 6 place Saint-Clément, 76100 Rouen,*

## ARRÊTE

**Article 1** - A l'occasion d'une ouverture de chambre pour des travaux sur la fibre optique, au droit du n° 84 rue de Montbricon, réalisée par la société Orange, une circulation alternée par feux tricolores sera instituée, mercredi 6 août 2025 (durée des travaux 2 à 3 heures).

**Article 2** - La vitesse sera réduite à 30 km/h et la signalisation réglementaire sera mise en place par la société Orange, chargée des travaux, sous la surveillance des services techniques municipaux.

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation dans la commune de Gien.

**Article 4** - Tout véhicule en infraction sera considéré comme gênant conformément à l'article R.417-10 du code de la route et passible d'une mise en fourrière aux frais de son propriétaire.

**Article 5** - La présente autorisation sera abrogée dès la fin de la période fixée à l'article 1.

**Article 6** - Monsieur le Maire de Gien est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7** - DIFFUSION À :

- Société Orange,
- Madame la Directrice des Services Techniques,
- Garage Croisé, 44 route de Saint-Martin, 45500 Poilly-Lez-Gien,
- Monsieur le commandant de la compagnie de gendarmerie de Gien,
- Monsieur le chef de service de la police municipale de Gien,
- Monsieur le chef du centre de secours de Gien.

Fait en Mairie de Gien, le 1<sup>er</sup> août 2025

Par délégation du Maire,  
Laurent Rougeron

L'Adjoint en charge de l'Aménagement, des Travaux et du Cadre de Vie.



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Certifie l'affichage le : 05-08-25